



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 19 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN FRANCE

53, Boulevard ORNANO
93200 Saint-Denis

Références : EC-2025-640-INSP-Safety kleen-Montreuil Juigné-RAP
Code AIOT : 0006304326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté ZI du Haut Coudray 21 rue Paul Hérault 49460 Montreuil-Juigné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre d'une visite d'inspection pour effectuer la levée de la mise en demeure DCPAT-2025-n°385 du 25 avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE
- ZI du Haut Coudray 21 rue Paul Hérault 49460 Montreuil-Juigné
- Code AIOT : 0006304326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFETY KLEEN FRANCE exploite dans la zone industrielle du Haut Coudray à MONTREUIL JUIGNÉ un centre de transit et regroupement de déchets industriels.

Dans le cadre de modifications de la nomenclature et d'évolutions réglementaires, l'établissement SAFETY KLEEN, régulièrement exploité depuis 1993 sous le régime de la déclaration, est devenu un site soumis à autorisation pour le transit et le regroupement de déchets dangereux. Un arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 l'autorise à poursuivre son exploitation.

La société SAFETY KLEEN réalise des activités de prestation de services auprès d'industriels et dans

une moindre mesure de garagistes. Elles consistent à mettre à leur disposition des produits de dégraissage (lessiviel, solvant, diluant, fontaine de dégraissage....). Elle assure la fourniture de produits neufs et la reprise des produits usagés.

Les installations comprennent notamment une plate-forme comprenant des cuves associées à un poste de chargement-déchargement et un auvent de reconditionnement, un bâtiment principal comprenant les bureaux, le stockage matériel et le local « diluant peinture » et un local « lessiviel ».

La société procède à une réorganisation de ses stockages de produits neufs et usagés, à cet effet une zone recouverte d'une structure légère (barnum) a été aménagée, ainsi que l'installation d'une armoire fermée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Produits et déchets	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen IED	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.1, art R515-70 à 73 du code de l'environnement	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Levée de mise en demeure
2	Description des activités	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Conception, maintenance et suivi des installations	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Conditions générales de l'autorisation	Code de l'environnement du 15/11/2018, article R181-46-II	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que :

- l'exploitant a transmis les compléments au titre du ré-examen IED ;
- les fûts, bacs et bidons de produit usagés stockés hors des zones autorisées ont été évacués ;

- l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance auprès de l'inspection par mèl le 20 octobre 2025.

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de lever la mise en demeure DCPPAT-2025-n°385 du 25 avril 2025.

Par ailleurs l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de modifier le paramétrage de l'alerte de niveau pour ses deux cuves de 45 m³ afin de ne pas dépasser le maximum autorisé (35 m³).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.1, art R515-70 à 73 du code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier• date d'échéance qui a été retenue : 25/05/2025
Prescription contrôlée : ".../..." La rubrique principale retenue est la 3550 relative à l'activité de stockage temporaire de déchets dangereux. Les conclusions des MTD prises en compte sont celles du BREF concerné WT "traitement des déchets". L'exploitant adresse au préfet le dossier de réexamen correspondant dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les MTD susvisées conformément à l'article R515-71 du code de l'environnement. "
Constats : Le dossier de ré-examen IED a été transmis par courrier électronique à l'inspection des installations classées le 9 avril 2025. Il comporte les compléments demandés suivants : <ul style="list-style-type: none">- la définition du périmètre IED ;- l'analyse des BREFs transversaux (efficacité énergétique ENE et émissions dues au stockage de matières dangereuses EFS) ;- les rejets dans l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Description des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Installations de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 25/05/2025
Prescription contrôlée : Les principales installations sont : <ul style="list-style-type: none">- 1 cuve de 45 m³ pour le stockage de 35 m³ de solvants propres ;- 1 cuve de 45 m³ pour le stockage de 35 m³ de solvants usagés ;- 1 cuve de 30 m³ pour le stockage de produits lessiviels usagés ;- 1 bungalow pour le stockage des fûts de 25 l de diluants propres et usagés ;- 1 bâtiment pour la préparation des fûts de produits lessiviels propres à partir de produits concentrés ;- 1 installation extérieure sous auvent permettant d'une part le conditionnement de solvant propre en fûts, et d'autre part la vidange des fûts de lessiviel et solvants usagés puis leur transfert vers les cuves concernées. .../...
Constats : L'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none">- les fûts, bacs et bidons de produit usagés stockés hors des zones autorisées ont été évacués ;- les bidons de produit propre (eau osmosée) sont sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Conception, maintenance et suivi des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : .../... La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.

.../...
Constats : L'inspection des installations classées constate que : - les fuites constatées ont été nettoyées au sein du bâtiment de stockage ; - une nouvelle cuve d'eau osmosée a été installée (voir photo) ; - une nouvelle installation de préparation a été installée ; - l'ancienne installation est en cours de démantèlement. L'exploitant déclare que les anciennes cuves sont vides et vont être évacuées, ce qui va libérer de la place pour pouvoir stocker dans le bâtiment les fûts stockés dehors. Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2025
Prescription contrôlée : .../... L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks pour chaque catégorie de produits et déchets détenus. Constats : Le jour de l'inspection l'exploitant est en mesure de montrer l'état de ses stocks. Les jauges automatiques sont opérationnelles. L'exploitant déclare à l'inspection qu'une alerte est automatiquement envoyée par mèl dès que la jauge arrive à 90 % des 45 m ³ (maximum de chacune des deux cuves). L'exploitant déclare également que la cuve de produit usagé est vidée environ deux fois par an, et qu'un relevé hebdomadaire manuel (pige et lecture d'abaque) est également réalisé. L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a mis en œuvre une méthode fiable pour contrôler l'état de ses stocks et avait transmis un état de ses stocks par mèl le 9 avril 2025. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que son autorisation de stockage porte sur 35 m ³ de solvant usagé dans une cuve d'une capacité de 45 ³ et sur 35 m ³ de solvant propre dans une deuxième cuve d'une capacité de 45 m ³ . Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : - modifier sous 1 mois le réglage de son niveau d'alerte automatique par mèl qui est réglé pour

l'alerter à 40,5 m³ pour un maximum autorisé de 35 m³ ;
- informer l'inspection dès que la modification logicielle est effective.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conditions générales de l'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/11/2018, article R181-46-II

Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier
- date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2025

Prescription contrôlée :

.../...

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

.../...

Constats :

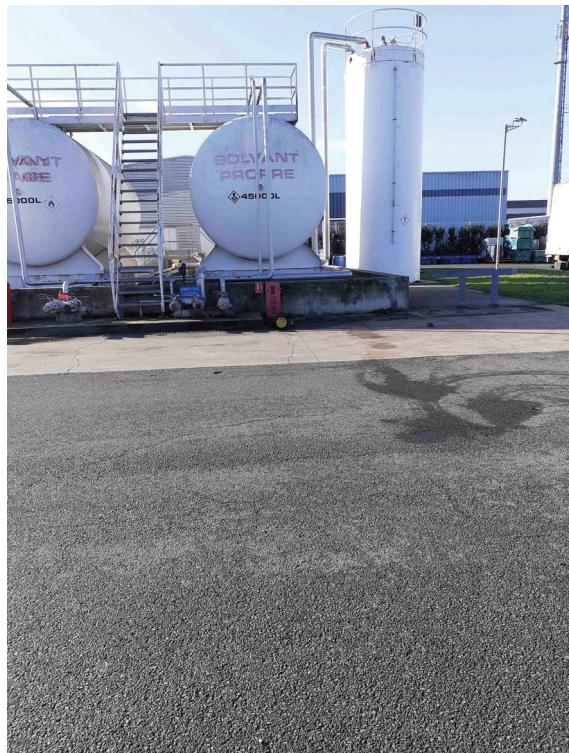
L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance auprès de l'inspection par mël le 20 octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Description des activités



espace libéré de cuves de produits usagés



bidons de produit neuf sur rétention



*bidons de préparation en attente de
stockage à l'intérieur du bâtiment*



*bidons vides devant le bâtiment de
préparation de produit*



stockage de produit neuf sous le auvent en structure légère (barnum)



stockage d'eau osmosée sur rétention

N°3 : Conception, maintenance et suivi des installations



bidons vides devant le bâtiment de préparation de produit



nouvelle cuve de stockage d'eau osmosée



*nouvelle installation de préparation de
produits*